



Lettre ouverte du syndicat CGT des personnels de la Région Nouvelle-Aquitaine au Président ROUSSET – 5 octobre 2017 -

Monsieur le Président,

Vous avez adressé par mail une communication à tous les agents de notre collectivité, entrant par cela personnellement dans le cycle de négociation du dit "Contrat de Progrès Social". Nous en prenons acte.

Dans ce mail vous affirmez, quant à vous, être "pleinement conscient des efforts de tous les agents depuis deux ans". Nous en prenons acte également. Nous n'avons pas l'outrecuidance de penser que par là, vous désavouez les écrits de votre haute administration. Sans doute, souhaitez-vous ainsi réparer une certaine maladresse commise dans un cadre de relations voire de pressions corporatistes qui n'est, au vu de votre message, pas le vôtre. D'ailleurs puisque vous entrez vous-même dans le cadre de ce que nous appelons communément le dialogue social, nous pouvons imaginer que désormais ce sera le cas de votre haute administration.

Quant aux éléments que vous mettez en avant, nous souhaitons vous dire plus en direct ce que notre syndicat n'a cessé de répéter et d'écrire sous tous les tons depuis des mois. Nous le ferons tout autant en détails dans le cadre de l'intersyndicale qui semble se renforcer chaque jour, à la prise de connaissances des multiples déclinaisons des propositions de vos représentants accompagnés par votre administration.

Aujourd'hui, dans cette réponse à vos propos, nous resterons sur les grands principes auxquels il n'est pas possible de déroger:

- L'action sociale

Hormis un niveau d'harmonisation dont nous considérons qu'elle est encore "en trompe l'oeil", le débat ne peut faire l'économie de ce que la collectivité souhaite mettre en matière de budget. Lors des réunions, les propositions oscillent entre 6 et 10 M d'€. Ce n'est pas sérieux !!! Mais un niveau approchant le maximum évoqué permettrait sans doute à ce "morceau" de négociation d'avancer très sensiblement. Il en est de même sur l'appellation qui n'a rien de neutre autour du concept "d'oeuvres sociales".

- Le régime indemnitaire

Comme force est de constater que vous entrez en tant que Président dans ce fameux cycle des négociations, nous ne pouvons que vous renvoyer à votre parole de candidat. Non pas par bravade, mais bien parce que, et vous ne l'ignorez pas, à la CGT c'est " la parole qui fait l'Homme". Il s'agit, bien entendu d'avancer sur le principe d'alignement par le haut. Si certains peuvent considérer qu'avancées il y a, cela reste insuffisant et dans une bien grande injustice. Nous le répétons à nouveau, la CGT n'est pas un syndicat anti-cadres, anti-directeurs (le RI nouveau proposé non plus d'ailleurs puisque seules les fonctions d'encadrement sont gratifiées et reconnues). Mais la CGT est un syndicat de transformation sociale. Et comme nous l'avons déjà dit, la seule façon de faire régner la justice sur ce sujet est d'aligner par le haut.

Nous en sommes déjà, Monsieur le Président, à la 4ème proposition (documents 5, 5.2, 5.3 et 5.4). L'essentiel du temps est passé à parler des directeurs. Cela commence à suffire. Nous vous demandons, comme nous, de vous pencher sur les catégories de collègues les "moins bien lotis". Ce sont les cadres C des lycées et des sièges et plus souvent qu'on ne le croit les B qui font tourner au quotidien "la machine".

Nous en appelons à votre parole de candidat. Tout n'est qu'une question de temporalité pourvue qu'elle entre dans la durée de votre mandat et que sur les deux ou trois premières années l'essentiel du rattrapage soit effectué. Un nouvel engagement de votre part nous paraît essentiel. Et puisque nous pouvons discuter avec vous, nous disons que votre administration a remis entre vos mains une véritable "bombe à retardement" avec la prime multisite, plus destructrice des équipes en place que vous ne pouvez l'imaginer et encore une fois venant d'abord servir certains et toujours les mêmes !!!

- Le temps de travail

"Bombe sans retardement". Que vous ayez l'intention d'offrir à qui le veut de faire 39h10 ou 40h10 et ainsi de créer de la RTT, nous avons déjà dit, pourquoi pas. Mais nous vous alertons sur l'organisation du travail et donc sur le rôle des encadrants à ce sujet qui devront bien assumer. La CGT a toujours à l'esprit la volonté que le service soit bien rendu. Derrière tout cela, elle pense que c'est bien d'emplois manquants qu'il faut discuter.

Notre désaccord porte sur votre argumentaire avec, pour nous une Cour des Comptes qui ne fait pas la loi et donc 5 jours sur lesquels il n'était pas nécessaire de revenir si étaient considérés l'ensemble des heures excédentaires annuelles réalisées par les agents. Dans ce cadre, ce sont bien les agents de lycées les grands perdants alors que votre administration reste sourde à nos propos sur la pénibilité du travail. Nous vous invitons dès lors à prendre connaissance de la Radio CGT de lundi prochain 9 octobre dans laquelle sera contée « la fable régionale du temps de travail ». Vous ne serez pas déçu de l'usine à gaz qui est proposée.

Au-delà de ces 3 points, nous ne pouvons accepter en l'état, Monsieur le Président, votre argumentaire financier.

Qualifier d'efforts les montants annoncés et leurs répartitions, ce n'est, à cet instant, que la réparation partielle d'une injustice en rapport des emplois entre lycées et sièges, sans compter le retard sur le régime indemnitaire subi par nos collègues des EPLE depuis plus de 10 ans dont vous êtes pour l'ex-aquitaine pleinement comptable.

Nous ne pouvons même pas accepter celui qui apparait en filigrane dans vos propos, et que vous nous "servirez" dans quelques jours ou quelques semaines. Edouard Philippe est "un vilain". Il vous a annoncé lors de la conférence des territoires qu'il retirait aux régions 450M d'€. Et nous « on en serait de 50 en Nouvelle-Aquitaine ». Voilà donc un point sur lequel nous sommes d'accord. Nous ne manquerons le 10 octobre prochain de réclamer au gouvernement de respecter ses engagements auprès des collectivités. Peut-être aurons-nous l'occasion alors de nous y retrouver derrière cette revendication commune. Il ne faudrait quand même pas, Monsieur le Président, que vous annonciez aux personnels de la Nouvelle-Aquitaine que vous ne pouvez pas tenir vos engagements à cause de décisions prises par le chef d'un gouvernement nommé par le Président dont vous avez publiquement soutenu la candidature aux dernières élections par-delà même la démocratie interne à votre propre parti. Ce serait, avouez-le, pour le moins inconvenant.

Toutefois, nous nous doutons par avance que reviendra votre argument sur le manque de fiscalité dynamique ou toute autre situation extrinsèque. Monsieur le Président, tout cela ne résiste pas au fait que ce qu'attendent les agents ne va pas "ébrécher" le budget total de plus de 0.2 ou 0.3%.

Vous parlez "de négociation globale" et d'attention aux "revendications exprimées". Nous en prenons acte...et espérons que Les Paroles, Paroles, Paroles de Dalida ne redeviennent pas le tube de l'automne.

Bien cordialement